

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2011

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/7-E/Add.1
2 mai 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION SUCCINCTE DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU RWANDA

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, RMP*:	M. C. Kaye	tél.: 066513-2197
Conseiller principal pour les programmes, OD**:	M. P. Rodrigues	tél.: 066513-2361
Chargée de la gestion des résultats, RMP	Mme M. Hassinen-Agoya	tél.: 066513-3752

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle

** Département des opérations

CONTEXTE

1. Le présent document contient la réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Rwanda (2006–2010).
2. En consultation avec ses parties prenantes, le bureau de pays entreprend actuellement d'élaborer une stratégie de pays conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et aux politiques nationales. La stratégie de pays mettra l'accent sur le rôle du PAM à l'heure de renforcer les capacités du Gouvernement aux niveaux institutionnel et individuel et de développer l'utilisation et l'analyse de données relatives à la sécurité alimentaire afin d'augmenter le potentiel de mobilisation de ressources.
3. On trouvera dans le tableau les mesures qu'il est prévu de prendre et les délais de mise en œuvre.

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU RWANDA**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 1: La faiblesse du niveau du financement, qui ne correspond qu'à environ 50 pour cent des besoins, a eu des répercussions sur les activités et la crédibilité du PAM. Il est recommandé d'examiner la question du financement, afin de réduire l'ampleur de certaines activités ou de leur trouver d'autres sources de financement, et d'adopter une approche pluriannuelle en la matière</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le financement du projet de développement relatif aux repas scolaires est satisfaisant, mais l'intervention prolongée de secours (IPSR) ne dispose pas de suffisamment de fonds. Le bureau de pays travaillera avec le Siège et le bureau régional pour trouver de nouveaux donateurs et demandera davantage de ressources multilatérales. Afin de conserver toute leur pertinence à ses activités et pour réduire autant que possible les répercussions des ruptures de la filière d'approvisionnement, le bureau de pays affectera les ressources aux différentes activités de manière proportionnelle, conformément au descriptif de projet.</p> <p>Le PAM est en train de lancer un processus d'élaboration de la stratégie de pays qui prendra en compte des perspectives réalistes en matière de mobilisation de ressources à l'heure de déterminer les activités futures. La stratégie de pays sera conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2013-2017.</p>	<p>Décembre 2011</p> <p>Septembre 2011</p>
<p>Recommandation 2: Le système de suivi de la sécurité alimentaire est opérationnel et les analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2006 et 2009 ont été utilisées par les partenaires de développement et d'autres organismes au niveau national. Toutefois, les données ne sont pas dûment utilisées à l'échelon des districts. Il est recommandé que le PAM cherche comment intégrer les données recueillies et les conclusions tirées à partir des analyses approfondies et du système de suivi dans le processus de planification des districts. Il faudra peut-être offrir une assistance technique aux responsables des districts.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le bureau de pays a fourni des exemplaires de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité aux responsables dans les districts où le PAM mène des activités et aux organisations non gouvernementales partenaires, et il organise actuellement de nouvelles présentations des résultats de cette analyse en vue de renforcer l'utilisation des informations liées à la sécurité alimentaire dans le cadre de la planification au niveau des districts.</p>	Juillet 2011
<p>Recommandation 3: Les travaux d'analyse semblent avoir été conduits en dehors des structures gouvernementales. Il est recommandé d'institutionnaliser les travaux et les processus analytiques au sein du Gouvernement et d'intégrer les données relatives à l'évaluation des récoltes et aux prix dans la structure qui permet de rendre compte des résultats des travaux d'analyse.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>L'Institut national de la statistique du Rwanda et le Ministère de l'agriculture ont participé aux analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menées en 2006 et 2009. Le PAM veillera à ce que les ministères et les organismes partenaires s'impliquent dans la conception et la mise en œuvre de la prochaine analyse, qui comportera également une analyse secondaire améliorée des cultures, des prix et d'autres données.</p>	Décembre 2012



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU RWANDA

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 4: Les travaux d'analyse fournissent au Gouvernement un aperçu des circonstances qui entourent une situation d'urgence liée à la sécheresse, à un glissement de terrain ou à une inondation. Il n'existe, à l'heure actuelle, aucune structure publique chargée de répertorier les données et les résultats dont il faudrait tenir compte au moment de prendre des décisions. Il est recommandé que le PAM, en concertation avec le Ministère chargé de la gestion des catastrophes et des réfugiés, élabore un processus et une structure pour veiller à ce que les produits du système de suivi de la sécurité alimentaire soient régulièrement communiqués et examinés.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>En coordination avec le Gouvernement et les organismes partenaires, le bureau de pays constituera un comité chargé de la diffusion des résultats des enquêtes.</p> <p>L'aide humanitaire et le renforcement des capacités sont des domaines d'activités importantes du PAM au Rwanda. Le processus du PNUAD tiendra compte de la présente recommandation. Le PAM et les organismes des Nations Unies aideront les structures gouvernementales à exploiter les données qui leur permettront de prendre des décisions en toute connaissance de cause dans les situations d'urgence.</p>	<p>Juillet 2011</p> <p>Décembre 2012</p>
<p>Recommandation 5: Le programme d'alimentation scolaire se trouve à la croisée des chemins. La nouvelle politique du Gouvernement en matière d'alimentation scolaire et de nutrition est sur le point d'être lancée. Il est recommandé que le programme d'alimentation scolaire du PAM soit réorienté conformément à la nouvelle politique et reciblé à la lumière des résultats de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2009, et que l'on envisage de clôturer progressivement le programme d'alimentation scolaire actuel une fois que le Gouvernement l'aura pris en charge.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Conformément à la stratégie de pays, le bureau de pays aidera le Ministère de l'éducation à élaborer un plan d'action visant à recentrer le programme de repas scolaires en tenant compte des données issues de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, des paramètres relatifs à l'éducation établis par le ministère et des considérations logistiques.</p>	Décembre 2011
<p>Recommandation 6: Il est recommandé d'élaborer une stratégie de renforcement des capacités pour permettre au Gouvernement de se doter des compétences et des systèmes nécessaires à la réalisation d'activités telles que le suivi de la sécurité alimentaire, l'alimentation scolaire et la nutrition, compte tenu de l'évaluation des besoins.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Comme il a été recommandé, l'appui aux plans du Gouvernement visant à renforcer les capacités structurelles sera une composante essentielle de la stratégie de pays et du nouveau PNUAD, et donnera lieu à l'élaboration de plans d'action qui seront intégrés aux programmes de pays subséquents.</p> <p>Le bureau de pays unira ses efforts à ceux du Gouvernement pour renforcer les capacités de celui-ci aux niveaux institutionnel et individuel pour ce qui est:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des activités relatives aux "Achats au service du progrès" gérées par le Gouvernement; ➤ des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition; 	<p>Décembre 2012</p> <p>Décembre 2011</p>





RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU RWANDA

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
		<ul style="list-style-type: none"> ➤ de la participation et la contribution des communautés aux programmes de repas scolaires; ➤ des programmes de nutrition et d'enrichissement des aliments à assise communautaire. 	
Recommandation 7: L'initiative de la FAO, du FIDA, du PAM et du Ministère de l'agriculture concernant les jardins scolaires constitue un outil stratégique concret pour former les élèves aux bonnes pratiques agricoles. Il est recommandé de poursuivre les activités relatives aux jardins scolaires mais de mettre un terme à toutes celles concernant le bétail.	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Aucune nouvelle activité liée au bétail ne sera entreprise. Le bureau de pays continuera de développer les jardins scolaires avec ses partenaires.	Août 2011
Recommandation 8: Depuis le lancement de l'initiative multisectorielle relative à la nutrition, ce thème est devenu l'une des priorités du Gouvernement. Il est recommandé que le PAM s'emploie avec le Gouvernement et les partenaires à évaluer comment les travaux d'analyse peuvent être utilisés pour déterminer l'appui supplémentaire que le PAM pourrait apporter par le biais de projets pilotes relevant de l'initiative "Unis dans l'action".	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Le PAM et le Ministère de la santé analyseront les données issues de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité afin de déterminer les causes profondes de la malnutrition chronique et les conditions dans lesquelles elle peut apparaître, pour une meilleure prise de décision concernant l'aide supplémentaire que le PAM pourrait apporter à la faveur de la stratégie de pays et du PNUAD (2013–2017).	Septembre 2011
Recommandation 9: Le système de suivi et d'évaluation en place doit être examiné. Il est recommandé de collecter un ensemble de données, portant sur la mise en œuvre et sur les effets directs.	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Le bureau de pays renforcera son système de suivi et d'évaluation comme suit: <ul style="list-style-type: none"> ➤ en recrutant au niveau national un fonctionnaire chargé du suivi et de l'évaluation; ➤ en recrutant sur le plan international un spécialiste de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité ainsi que du suivi et de l'évaluation; et ➤ en recueillant de façon systématique les données relatives aux effets directs de toutes les interventions du PAM. 	Août 2011 Décembre 2011
Recommandation 10: Le programme relatif au traitement antirétroviral dispensé aux personnes contaminées par le VIH est extrêmement éparpillé, et dans certaines zones, le nombre de bénéficiaires est très réduit. Il est recommandé de rationaliser la logistique de ce programme et de mieux la coordonner avec les activités des partenaires.	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Le bureau de pays réorganisera la logistique de manière à appuyer le traitement antirétroviral et cherchera à établir des synergies avec d'autres programmes et partenaires.	Septembre 2011